

L'Humanité rouge



samedi 15
dimanche 16 mai 1976

No 491

1,50 F

B.P. 61
75861 Paris Cedex 18
CCP 30 226 72
La Source

Commission paritaire
No 47 291

Proletaires de tous les pays,
nations et peuples opprimés, unissez-vous !

QUOTIDIEN DES COMMUNISTES MARXISTES-LÉNINISTES DE FRANCE

LA DETENTE VOLE EN ECLAT

Réactions en Europe
de l'Ouest aux
préparatifs d'agression
sociale-impérialiste

— Espions pro-sovié-
tiques levés en Allemagne
et au Danemark.

— Le gouvernement
britannique refuse de
réduire les crédits mili-
taires.

Alors que de Washington
monte une douce musique
destinée à endormir les
peuples sur l'air de la
«détente Est-Ouest», et que
selon des déclarations datant
de jeudi et émanant de Ro-
nald Nessen, porte-parole de
la Maison-Blanche, le pré-
sident Ford est «tout à fait
fier» d'un traité qui vient
d'être conclu avec l'Union
soviétique — traité limitant
prétendument à 150 kilo-
tonnes la puissance des ex-
plosions nucléaires souter-
raines à des «fins pacifi-
ques» —, alors donc que la
fraction de la bourgeoisie
américaine qui détient le
pouvoir cherche à masquer,
comme le fait de son côté la
clique Brejnev, l'aiguïsement
de la rivalité entre les deux
superpuissances impérialis-
tes : c'est un tout autre son
de cloche que l'on entend
de ce côté-ci de l'Atlantique.

Jeudi, le premier ministre
finlandais, Martti Miettunen,
a présenté au président Urho
Kekkonen la démission de
son gouvernement, le seul
d'Europe occidentale où
participent les forces pro-
soviétiques d'un parti révi-
sionniste. Le président qui a
refusé cette démission a prié
les cinq partis qui compo-
sent le cabinet national de
reconsidérer leur décision.
C'est mardi prochain que le
premier ministre devra ren-
dre sa réponse. Officiellement
cette démission serait due
à un différent apparu
entre les ministres révision-
nistes et les autres sur la
politique économique de la
Finlande. Il y a fort à parier
que ces divergences portent
sur la dépendance économi-
que croissante à laquelle se
trouve soumise la Finlande
à l'égard de l'URSS.

Au même moment en
Allemagne de l'Ouest, le
parquet de Lübeck indiquait
qu'un dénommé Gerd-Peter
Riediger, soupçonné d'es-
pionnage au profit de l'Alle-

(Suite page 2).

Lorient

SAMEDI, RASSEMBLEMENT POUR LA LIBERATION DE ROMAIN LE GAL

C'est ce samedi qu'à
Lorient se tiendra un grand
rassemblement pour la libé-
ration de notre camarade
Romain Le Gal emprisonné
à la prison de Fresnes sur
ordre de la cour de sûreté
de l'État sous l'inculpation

dicales CFDT. C'est ainsi
qu'à Lorient même, le
syndicat CFDT de l'hôpi-
tal, le syndicat général de
l'éducation nationale CFDT
et d'autres sections syndi-
cales appellent les travail-
leurs à y participer. Les par-

ception destiné à exercer
la répression contre le
mouvement révolutionnaire
des masses. Ils se rassem-
blent pour exiger la libé-
ration de tous les prison-
niers politiques et notam-
ment du petit viticulteur
Albert Teyssere et d'Ed-
mond Simeoni dont le pro-
cès s'ouvrira lundi devant
la cour de sûreté de l'État.
Tous sont emprisonnés pour
s'être battus contre l'exploit-
ation et l'oppression capi-
talistes. Au-delà d'eux c'est
le peuple lui-même qui est
visé. C'est ce que de plus
en plus de gens compren-
nent et c'est bien pour cela
que la mobilisation ne cesse
de se développer pour leur
libération. Le rassemble-
ment de samedi sera une
étape dans cette mobilisa-
tion.



Notre camarade Romain Le Gal.

de reconstitution du Parti
communiste marxiste-léni-
niste de France. Ce ras-
semblement a lieu à l'appel
des nombreux comités de
soutien qui se sont consti-
tués en Bretagne ainsi que
de nombreuses sections syn-

participants à ce rassemble-
ment exigeront également la
levée de toutes les inculpa-
tions de nos camarades de
Lorient.

Ils exigeront la dissolu-
tion de la cour de sûreté
de l'État, ce tribunal d'ex-

Allez les rouges !

Les travailleurs de
l'ORTF, après la manifes-
tation du 13 mai au matin,
se sont rendus à la Maison
de la Radio pour soutenir
les grévistes de France-
Inter. La direction voulait
outrepasser le programme
minimum à l'occasion d'une
réception offerte aux foot-
balleurs de Saint-Étienne.
L'action des travailleurs a
fait échouer une tentative
de violation flagrante de la

loi. L'émission en cause n'a
pas été diffusée. Après une
brève assemblée, 300 gré-
vistes pénètrent au foyer B,
lieu du «lunch», en criant :
«Nos salaires sont sur la
table !», «Allez les rou-
ges !». Après s'être offert
un petit repas froid, les
travailleurs ont chanté l'In-
ternationale et quitté les
lieux.

Des travailleurs de l'ORTF
et correspondant H.R.

SOUTIEN AUX PEUPLES PALESTINIEN ET SAHRAOUI

C'est le devoir internationaliste prolétarien de
tout militant ou sympathisant marxiste-léniniste
d'assurer les pleins succès des manifestations de
masse qui sont convoquées à la Mutualité, diman-
che 16 et lundi 17 mai.

Les meetings qu'organi-
sent l'Association médicale
franco-palestinienne d'une
part, l'Association des amis
du peuple sahraoui d'autre
part, sont des meetings de
soutien aux légitimes com-
bats du tiers monde contre
l'impérialisme et l'hégémo-
nisme.

Sous le thème «Palestine,
une terre occupée, un peu-
ple en lutte», le rassemble-
ment de dimanche, compor-
tant un contenu politique et
social large, bénéficiera de la
participation d'un des plus
proches collaborateurs du
professeur Israël Shahak,
président de cette courageu-
se Ligue des droits de l'hom-
me qui regroupe en Israël
des Arabes et des Juifs pour
dénoncer les méfaits du sio-
nisme. Qui d'entre nous ne
comprendrait l'obligation de
participer à la juste solidari-
té qu'exprimera concrète-

ment ce meeting envers la
légitime cause nationale du
peuple palestinien ?

Le meeting de lundi
constituera à son tour la
première grande manifesta-
tion centrale en France pour
que se développe l'indispens-
able soutien que requiert
l'héroïque résistance du
peuple sahraoui à la double
agression militaire dont il
est l'objet. Nous dénonçons
les tentatives de génocide
lancées contre les popula-
tions pacifiques du Sahara
occidental, auxquelles
l'ONU a solennellement re-
connu le droit à l'autodé-
termination. Qui d'entre
nous ne comprendrait pas
encore une fois, l'obligation
de participer par sa présence
à la juste solidarité qu'expri-
mera aussi ce meeting envers
la légitime cause nationale
du peuple sahraoui ?

(Suite p. 2)

A propos de «L'Humanité Rouge»

UNE SITUATION FINANCIERE TRES DIFFICILE

La bataille financière est pour L'Hu-
manité rouge une bataille politique per-
manente. Grâce au dévouement de nos
militants et amis qui, depuis des années,
ont participé à des campagnes de sous-
cription périodiques, nous avons pu enre-
gistrer l'immense succès de passer de
l'hebdomadaire au quotidien, et croyez
bien que cela n'a pas été et n'est toujours
pas du goût de tout le monde !

Le procès en diffamation qui nous est
intenté par deux policiers qui se sont re-
connus sur une affiche portant notre sigle,
et qui avaient été photographiés, disent-ils,
à leur insu, par l'Agence-France-press, va
venir incessamment devant le tribunal.

Par ailleurs d'autres procès sont annon-
cés directement contre nous, ou contre
des organismes qui nous sont favorables :
celui déjà signalé des bonzes CGT qui
gèrent dans les conditions que l'on sait les
activités sociales du Comité d'entreprise
central de l'EDF-GDF, et l'on parle aussi
d'une vieille affaire qui ressortirait
comme par hasard maintenant à l'initiati-
ve des Editions sociales dirigées par le
Comité central du parti révisionniste
contre l'édition déjà ancienne et largement
épuisée du remarquable ouvrage «Lé-
nine et l'organisation» ! Le PCF contre Lé-
ni-

ne... on aura tout vu, mais cela ne saurait
nous surprendre. Nous venons d'être con-
traints à des décisions graves, qui vont à
l'encontre de notre combat politique : la
suspension de toute édition de presse au-
tre que L'Humanité rouge quotidienne.
Ainsi La Faucille, Le Souffle, Femmes
dans le combat ne paraîtront plus jusqu'à
ce que notre situation financière se soit
sensiblement rétablie. Ces publications
nous semblent indispensables à notre com-
bat politique, mais elles ne sont pas parve-
nues à assurer des règlements couvrant au
moins leurs prix de revient, persévérer
dans le déficit reviendrait à mettre dans
une situation très dangereuse la vie même
de notre principale arme journalistique, le
quotidien.

Il appartiendra aux militants qui en
assuraient les diffusions d'examiner d'un
point de vue critique-autocritique les déci-
sions de suspension auxquelles nous
sommes obligés. Signalons que les retards
de paiement concernant l'ensemble de
notre presse y compris «L'Humanité
rouge» sont actuellement de l'ordre de
10 millions d'AF !!! C'est là une situation
intolérable : nous exigeons le règlement
des dettes anciennes.

(Suite page 6)

La détente vole en éclat

Réactions en Europe de l'Ouest

aux préparatifs d'agression sociale-impérialiste

Suite de la page une.

magne de l'Est, avait été appréhendé. Le parquet révélait que cet individu était en relations suivies avec un Allemand de l'Est, Michael Gartenschlaeger, qui avait tenté

le 30 avril de démonter une installation de tir à la frontière entre les deux parties de l'Allemagne.

La veille un couple de Danois avait été arrêté et in-

culpé d'espionnage près de Copenhague. Rien n'a été révélé au sujet de ce couple par la police danoise qui s'est contenté de dire qu'il s'agit d'une affaire d'importance. Pour sa part, le journal danois *Berlingske Tiden-*

le troisième secrétaire près l'ambassade russe à Copenhague risque d'être à son tour expulsé. Le *Berlingske Tidende* ajoutait que la police aurait également l'œil ouvert sur un diplomate polonais... Ce ne serait en tout

USA

Les diplomates soviétiques s'intéressent aux élections

Jimmy Carter, candidat à l'investiture du Parti démocrate en vue des prochaines élections présidentielles aux États-Unis, a reconnu jeudi que des diplomates soviétiques avaient cherché à plusieurs reprises à obtenir une entrevue avec lui. Dans un article publié ce même jour, le «New York Times» ajoutait, en citant des collaborateurs de l'ancien gouverneur de Georgie, que ces diplomates avaient suggéré une rencontre entre Jimmy Carter et Anatoly Dobrynine, ambassadeur d'URSS à Washington...

Cela révèle l'intérêt que porte le social-impérialisme russe aux élections américaines. L'on sait en effet que le Parti démocrate représente cette fraction de la bourgeoisie monopoliste américaine qui serait plutôt favorable sinon à la «conciliation» du moins à une pause dans la course aux armements et à la rivalité grandissante avec le social-impérialisme, une fraction dont Brejnev espère qu'elle lui permettrait de creuser encore l'écart dans la course aux préparatifs de guerre avec l'impérialisme américain.

Chine

Un pilote militaire guéri d'un cancer

Wang Teh-ming, pilote de l'Armée populaire de libération de Chine, a été victime d'un cancer il y a neuf ans. Aujourd'hui, il est chef adjoint d'un régiment des forces aériennes de l'APL de Chine, toujours en service, et il a effectué ces huit dernières années quelque 600 sorties sans le moindre ennui. Comment cela est-il possible ?

Un jour en 1967, de retour de mission, il a constaté des traces de sang dans ses urines. Un examen médical a diagnostiqué un cancer du rein droit qu'il fallait enlever sans plus attendre.

Wang Teh-ming, 34 ans, dont la seule pensée était pour la défense du pouvoir populaire, demanda à reprendre ses vols peu après sa guérison.

Après examen du cas et discussion, l'hôpital a donné la recommandation suivante : normalement, en vertu des stipulations sur «les conditions physiques du personnel de l'air», le patient en question doit cesser de voler. Mais, étant donné qu'il fait preuve d'une ferme volonté, qu'il n'a pas de métastase aux poumons ni aux vaisseaux lymphatiques et que sa constitution physique n'est pas moins bonne après l'opération chirurgicale, il pourra continuer de voler à condition qu'il subisse des examens réguliers.

Après avoir effectué 40 sorties, à la demande de l'hôpital, il est allé se faire réexaminer. Or, le cancer avait atteint le poumon gauche. Avec grand regret le

docteur écrivit sur la fiche du patient : «Son cas est extrême et il lui est interdit de voler».

L'aggravation de sa maladie n'a pu ébranler la volonté de ce combattant de l'armée populaire ayant une haute conscience révolutionnaire : il voulait vaincre la maladie pour reprendre le vol.

Il s'était engagé en 1949 dans l'Armée populaire de libération de Chine et plus tard il a rejoint l'armée des volontaires du peuple chinois pour résister à l'agression américaine et aider la Corée. En 1955, il a été envoyé dans une école de l'armée de l'air d'où il est sorti pilote.

Les médecins ont tout fait pour le sauver. Ils l'ont soumis à de fortes radiations. Le patient a mis toute son énergie à combattre la réaction provoquée par le traitement. Après des dizaines de séances de radiations, son état de santé s'est amélioré.

Lorsque le révisionnisme soviétique a envahi en 1969 l'île Tchen Pao, territoire chinois, Wang Teh-ming,

de estimait que l'arrestation de ce couple est le rebondissement d'une affaire qui, voici quelques années, avait mené à l'expulsion de trois diplomates soviétiques. Il croyait également savoir que

cas pas la première fois au Danemark que des espions travaillant pour le compte du social-impérialisme russe seraient interceptés. En 1968 déjà un ingénieur allemand avait été emprisonné pour avoir établi un réseau d'espionnage au Danemark et en Suède pour le compte de la RDA. L'année suivante un Polonais avait été condamné pour avoir donné divers renseignements à son pays. Par ailleurs de source officielle, des diplomates étrangers ont été mêlés dans plusieurs cas à des affaires d'espionnage qui se sont soldées la plupart du temps par des expulsions.

Juudi enfin confirmant d'une autre manière les menaces de guerre que fait peser sur l'Europe la poussée des forces militaires sociales impérialistes russes, le gouvernement britannique a rejeté fermement les demandes de réduction des dépenses militaires présentées par la «gauche» du parti travailliste. Dans un document rendu public à cette date, le ministre de la Défense, Roy Mason, a indiqué que «toute forte réduction des dépenses militaires mettrait en danger immédiat la sécurité et la liberté du pays ainsi que la sécurité et la bonne volonté de ses alliés». Roy Mason n'a pas caché que cette position était prise par le gouvernement britannique du fait de l'effort considérable de l'URSS sur le plan militaire et du fait que la «croissance des forces du Pacte de Varsovie est plus rapide que celle (des forces) de l'OTAN».

«Le Pacte de Varsovie, a ajouté Roy Mason, a déployé davantage de forces à l'Ouest de l'Europe que semblent le justifier de simples préoccupations de défense et de sécurité intérieure».

Des spécialistes de la médecine des pays étrangers venus effectuer des visites en Chine ont rencontré Wang Teh-ming. Ils ont fait un éloge chaleureux de ce vaillant combattant des forces aériennes.

ARRESTATION D'UN ESPION SOVIÉTIQUE AU JAPON

Le correspondant à Tokyo de l'agence de presse soviétique «Novosti» a été arrêté vendredi pour avoir tenté d'obtenir des secrets militaires américains, a annoncé un porte-parole de la police métropolitaine de Tokyo.

Alexandre Matchekhine, est accusé de violation de la loi spéciale fondée sur le traité de sécurité nippo-américain, a précisé le porte-parole. Il lui est reproché d'avoir, en mai 1975, tenté d'obtenir d'un marin du porte-avions américains «Midway» des informations concernant les radars, les codes militaires et l'appareillage électronique des avions américains. Selon la police, le correspondant de «Novosti» avait offert mille dollars à ce marin, dont le nom n'a pas été révélé, en échange, de chaque information fournie.

SOUTIEN AUX PEUPLES PALESTINIEN ET SAHRAOUI

(Suite de la p. 1)

Dans les deux cas, il s'agit de peuples arabes qui soutiennent des guerres révolutionnaires de libération nationale contre l'impérialisme américain et ses fantoches, l'État fasciste, raciste et colonialiste d'Israël dans un cas, l'État féodalo-fasciste du roi Hassan II du Maroc dans l'autre cas. Dans les deux cas, les situations respectives des luttes patriotiques engagées soulèvent sans ambiguïté la question de la rivalité entre les deux superpuissances, et le social-impérialisme russe manœuvre au mieux de ses intérêts expansionnistes pour tenter de supplanter l'impérialisme américain.

N'hésitant pas à préconiser un compromis qui porterait atteinte aux droits historiques nationaux du peuple palestinien, l'URSS pousse à fond ses exigences de voir réunie la Conférence de Genève qu'elle espère pouvoir manipuler.

Dans le même temps, tout en proclamant hypocritement «le droit du peuple sahraoui à l'autodétermination», la même superpuissance reçoit à Moscou le dirigeant du parti révisionniste marocain, le méprisable traître Ali Yata, qui soutient activement la politique criminelle du roi du Maroc.

L'idéologie prolétarienne des marxistes-léninistes, mi-

litants et sympathisants, leur commande de soutenir efficacement ces deux meetings de solidarité avec des peuples du tiers monde engagés dans des guerres révolutionnaires de libération nationale.

Nous savons que nos camarades et nos amis ont participé ces derniers mois et ces dernières semaines à d'incessantes activités, meetings, défilés, manifestations et que, naturellement, pèse sur eux une certaine fatigue. Mais peut-on invoquer cette dernière, quand on sait la nature des combats soutenus par les peuples frères palestinien et sahraoui ? quand on sait qu'ils sont aux premières lignes de la guerre, et que chaque jour leurs soldats, leurs femmes, leurs enfants donnent leur sang pour assurer les inéluctables victoires qu'ils finiront par remporter ?

Contribuons donc de toutes nos forces au succès de masse de ces deux meetings de soutien à des peuples arabes frères !

Agissons résolument pour que notre internationalisme prolétarien ne soit pas qu'un juste principe, mais se manifeste dans notre pratique !

Le peuple palestinien vaincra !

Le peuple sahraoui vaincra !

Jacques Jurquet.

Palestine

Une terre occupée, un peuple en lutte

MUTUALITÉ 16 MAI 1976 - 14 A 18 HEURES

Organisé par
L'ASSOCIATION MÉDICALE
FRANCO-PALESTINIENNE

Intervention d'Ilan Allevy
militant antisioniste, collaborateur du Pr Israël
Shahak (Pdt de la Ligue des droits de l'homme
en Israël)

Information sur l'oppression culturelle, sanitaire
par l'AMFP

Théâtre, musique arabe, montage audio-visuel

Soutien au peuple sahraoui

LUNDI 17 MAI A 20h 30 - MUTUALITÉ

avec la participation de représentants
du Front POLISARIO

et de l'Union des femmes sahraouies
ainsi que le concours artistique de :
Catherine Ribeiro, Gwendal, Imanol, Maro

Après les sanctions
contre le juge Ceccaldi

Congrès extraordinaire du syndicat de la magistrature

Le bureau du syndicat de la magistrature, réuni jeudi après-midi, a décidé de convoquer un congrès extraordinaire qui se tiendra dès dimanche à Paris. Dans un communiqué, il indique que cette décision fait suite à la multiplication des mutations de magistrats qui constituent des sanctions directes ou déguisées et aux menaces de sanctions contre des magistrats.

Cette décision intervient après que, mercredi, Lecanuet ait déclaré que le juge Ceccaldi devrait rejoindre le poste auquel il a été « promu » à Hazebrouk, faute de quoi il s'exposerait à des mesures disciplinaires.

Dans une réponse à ces propos, le juge Ceccaldi devait affirmer de nouveau :

« Je n'ai pas l'intention de rejoindre Hazebrouk ».

Il devait ajouter encore : « Ou bien c'est une promotion, comme l'indique M. Lecanuet et il est sans précédent en France qu'un magistrat soit puni pour avoir refusé une promotion, ou bien il s'agit d'une sanction déguisée et dans ces conditions il faudra que chacun prenne ses responsabilités ».

Les mensonges grossiers du gouvernement sont incapables de dissimuler les raisons véritables de ces mutations de magistrats et notamment de celle de Ceccaldi : il s'agit pour lui d'enlever des mains de ces juges trop curieux des dossiers mettant en cause l'activité des monopoles capitalistes et compromettant les milieux gouvernementaux.

A propos de la journée nationale d'action du 13 mai

UNE NECESSITE : DONNER DES PERSPECTIVES AU MOUVEMENT DE MASSE

Comme il fallait s'y attendre, le 13 mai n'a pas, d'une manière générale, mobilisé les grandes foules. Pourrait-il en être autrement ? Les directions syndicales n'offrent aucune autre perspective que la négociation tous azimuts et absolument pas une mobilisation permettant de développer le mouvement de masse. Au contraire, puisqu'elle est largement en retrait par rapport au 1er Mai, et que Séguy — pour désarmer une combativité qui dans un certain nombre d'entreprises en lutte est réelle — se met déjà à parler des vacances ! Donc cette journée prend plus la forme d'un étouffoir qu'un tremplin des luttes.

Bien sûr un certain nombre de travailleurs ont à cœur

d'y participer, voulant exprimer leur mécontentement de la politique anti-sociale et rétrograde de la bourgeoisie au pouvoir, pour crier leurs légitimes revendications. Mais en fait, de telles journées ne leur permettent pas de donner un prolongement à leurs luttes, pas plus qu'elles ne sont un point de départ à de grandes luttes. A Paris par exemple, dans la manifestation, il y avait comme d'habitude ici ou là quelques groupes de travailleurs lançant des mots d'ordre tels que « *Flics, hors des Sonacotra* », « *Lip, Lip, Lip, solidarité* », « *Nous voulons, nous aurons satisfaction* », etc. ou disant en substance : nous n'attendrons pas 78, les élections c'est du bidon, c'est sur nos luttes qu'il faut compter. Et aussi « *Union, action révolution* », en opposition au Programme commun bourgeois.

Quelles perspectives
se donner et comment ?

En tout premier lieu, ce genre de journées d'action bidon, parachutée par les bonzes est en opposition avec ce qu'un nombre d'ouvriers déjà assez important

a commencé à mettre en place : la coordination des luttes par les travailleurs eux-mêmes, en dehors et même contre le contrôle des dirigeants révisionnistes du PCF et de la CGT. Les perspectives pour l'action de masses dépendent en fait, pour une grande part, de l'attitude par rapport au révisionnisme — ce courant bourgeois infiltré dans la classe ouvrière : tant que les travailleurs suivent les révisionnistes dans des actions qui servent avant tout leur boutique et non les profondes aspirations des masses, tant que la politique réactionnaire du PCF n'est pas dénoncée au même titre que celle de la bourgeoisie en place, le mouvement révolutionnaire de masse ne fera pas un bond qualitatif.

La coordination des luttes en cours, hors du contrôle des révisionnistes, est un grand pas en avant que nous devons soutenir, impulser, dans lequel les marxistes-léninistes ont un important rôle idéologique et politique à jouer, pour que se développe irrésistiblement le mouvement révolutionnaire de classe et de masse.

Coups de pieds au c...

« On ne fera pas le bonheur des Français à coups de pied dans le derrière » devait déclarer jeudi René Andrieu, rédacteur en chef de « l'Humanité », à Marseille.

Et aussitôt après ce monsieur ajoutait : « Nous n'instaurerons pas le socialisme en France comme il l'a été dans la Russie de 1917 ».

Ce qui en clair signifie que Lénine a dirigé la révolution de 1917 contre la volonté du peuple russe, « à coups de pied dans le derrière ».

Andrieu confond le peuple et les ennemis du peuple. Il est certain que ceux-ci ont pris de rudes coups de la part de Lénine et des peuples de l'Union soviétique.

Et il est également certain que si M. Andrieu avait été en Russie en 1917, il aurait été de ceux dont Lénine a botté le derrière.

Andrieu peut être cependant convaincu que dans la France d'aujourd'hui il y aura également des coups de pied au c... qui ne seront pas perdus pour tout le monde.

Faculté de Nanterre

La lutte continue

L'amphithéâtre était plein à craquer mercredi pour l'assemblée générale de la fac de Lettres, fixée à 18 heures afin que les étudiants salariés puissent y participer. La question à l'ordre du jour était celle des examens. Comment s'articule-t-elle avec la lutte pour l'abrogation de la réforme Soisson, question urgente puisque ce matin jeudi devaient avoir lieu les premiers examens.

Trois motions en présence :

1) l'UNEF appelait à passer les examens et envisageait de « nouvelles formes d'action pour l'avenir ».

2) les trotskystes faisaient les mêmes propositions mais avec un discours de gauche : « modalités collectivement discutées » (alors qu'aucune garantie sérieuse ne nous était donnée par les profs et les conseils d'UER)

3) les marxistes-léninistes et les inorganisés présentaient la motion suivante :

« Nous sommes en lutte depuis 2 mois pour l'abrogation de la réforme Soisson. La grève des cours était le premier pas de notre lutte. Aujourd'hui Saunier-Seité nous attend au tournant. Ce tournant c'est le passage des examens. C'est une atteinte au droit de grève que de nous faire passer nos examens pendant la grève : refuser les examens, c'est un moyen de continuer le combat ».

Cette motion a obtenu la majorité malgré l'abjecte manœuvre de l'UNEF qui discrètement a rejoint les

rangs des trotskystes en abandonnant sa motion ; la Ligue trotskyste était bien ennuyée : plus rien ne la démarquait de l'UNEF aux yeux des étudiants.

Belle leçon politique de voir révisionnistes, trotskystes, grossis de tous les anti-grévistes chercher par n'importe quel moyen à contester ensemble le vote !

C'est le poing levé, en scandant « *Ce n'est qu'un début, continuons le combat* », « *Abrogation de la réforme Soisson* » et en chantant l'Internationale que les marxistes-léninistes et les inorganisés ont quitté la salle en laissant les traîtres se quereller entre eux. Chaque secte accusant l'autre d'être responsable de l'échec de leur politique !

Pourquoi une telle proposition ?

Le mouvement étudiant dispose de peu de moyens d'action efficaces : la grève des cours ne dérange pas le pouvoir. Seul le blocage de la machine universitaire (avec grève des examens) peut nous mener à la victoire : l'abrogation de la réforme.

Les examens, c'est la sélection, c'est la répression organisée par la bourgeoisie : ce n'est pas un hasard si le PCF par l'intermédiaire de l'UNEF et du SNESup défend les examens.

S'attaquer aux examens, c'est s'attaquer à un point sensible de l'école, appareil d'Etat aux mains de la bourgeoisie.

Actuellement, la mobilisation reste importante, personne n'a envie de bachoter pendant quinze jours. Personne n'a envie de mettre entre parenthèses cette lutte massive, dynamique, que nous construisons depuis deux mois.

Proposer de passer les examens, c'est couper l'herbe sous les pieds aux milliers d'étudiants qui revoltent massivement la grève et veulent poursuivre la lutte. C'est enterrer pour longtemps le mouvement étudiant.

Quant aux étudiants salariés, dans leur immense majorité, ils se sont battus pour la grève des examens : ils savent très bien que si nous passons nos examens (outre le fait que les anti-grévistes travaillant depuis 2 mois partent nettement avantagés par rapport aux grévistes), rien ne peut plus empêcher la loi d'entrer en application.

Les marxistes-léninistes avaient auparavant contribué à mobiliser les étudiants sur cette perspective de lutte au moyen de panneaux explicatifs très appréciés et qui ont provoqué la colère de certains : un responsable de l'UNEF s'est jeté sur un étudiant qui défendait la grève des examens ; les étudiants ont réagi en le qualifiant de social-fasciste.

Les traîtres sont mal à l'aise ces temps-ci à Nanterre. Quand les masses s'emparent de leurs propres luttes, c'est mauvais signe pour eux.

Correspondant HR.

Inno
5 années
de prison pour
soutien aux
grévistes ?

En octobre 1975, le personnel d'Inno était en grève pour la revalorisation des salaires et les conditions de travail. Les syndicats CGT et CFDT du commerce sollicitaient le soutien de la clientèle au mouvement du personnel.

Les clients remplissaient les caddies, passaient à la caisse et quand l'addition était faite, refusaient de payer en disant : « Nous sommes solidaires avec les grévistes et de plus, c'est trop cher », en laissant la marchandise, ce qui avait pour effet de paralyser le fonctionnement du magasin qui était assuré par les chefs.

Durant la semaine, un grand nombre a ainsi manifesté sa solidarité.

Le 4 octobre, profitant de l'absence momentanée des grévistes réunis en assemblée générale, deux hommes et cinq femmes ont fait un barrage devant la porte. Deux camarades, pour manifester leur soutien, faisaient enregistrer la marchandise, et quand elles ont voulu sortir en laissant à la caisse, le contenu du caddie, une femme a crié : « En voilà, en voilà », et elles ont été agressées et plaquées violemment contre le mur par 2 hommes en civil. Ils les ont traînées hors du magasin. L'une d'entre elles s'est débattue et est tombée sur le sol. Elles ont été brutalisées et injuriées en dépit des protestations énergiques des clients et d'une partie du personnel.

Ce n'est qu'après avoir fait acte de violence que les 2 hommes se sont déclarés comme étant de la police.

Aujourd'hui, ces 2 camarades sont inculpées « d'injures, de violence et de voie de fait » contre eux.

Elles risquent jusqu'à 5 ans de prison et des amendes.

Dans le dernier numéro de « l'Outil des travailleurs »

Les dirigeants de la GOP et la répression

C'est au moment même où le pouvoir bourgeois emprisonne et inculpe des militants marxistes-léninistes pour reconstitution du PCMLF que les dirigeants de l'organisation issue du PSU, GOP (Gauche ouvrière et paysanne) lancent une attaque violente contre nous.

Ces individus qui s'apprennent à fusionner avec l'organisa-

tion trotskyste Révolution ! en juin prochain sont, paraît-il, des champions de la lutte contre l'Etat capitaliste. Cependant tout comme les révisionnistes du PCF, les trotskystes des différentes sectes, ils n'attachent pas d'importance au passage devant la cour de sûreté de l'Etat de militants ouvriers de l'Humanité-Rouge, coupables d'organiser la lutte de

classe des travailleurs contre leurs exploités.

Il est vrai que la ligne de la GOP comporte l'alliance avec l'Union de la gauche... Les travailleurs qui ont l'occasion quotidienne de voir de quel côté se tiennent les militants de l'Humanité-Rouge sauront apprécier comme il se doit l'attitude des dirigeants de la GOP.



Issy-les-Moulineaux

Grève à la Blanchisserie de Grenelle

La Blanchisserie de Grenelle est une entreprise d'Issy-les-Moulineaux (banlieue sud de Paris), qui emploie environ 900 personnes ; on peut considérer en gros trois secteurs qui sont les bureaux, le service «livraisons» et l'usine proprement dite qui emploie une majorité d'immigrés. Les

Vendredi 23 avril la direction de la Blanchisserie décide de licencier deux livreurs qui refusaient d'effectuer un surcroît de travail, alors que le chômage sévit. Aussitôt l'ensemble des livreurs cessent le travail pour exiger la réintégration de leurs deux camarades. Les dirigeants de la section CGT (seul syndicat chez les ouvriers) appellent alors à la grève pour tout le personnel avec occupation. Les bas salaires et les conditions de travail font que cet appel est suivi largement. Outre la réintégration des deux livreurs, les revendications sont :

- 1 800 F net minimum par mois ;
- 200 F de plus pour la prime de vacances (400 à 600 F).

Plus quelques revendications spécifiques à certains ateliers comme le paiement à l'heure (12,50 F) et non pas à la quantité de travail (fluctuante) dans l'atelier de préparation.

Si l'exigence d'un paiement d'un salaire minimum net de 1 800 F et la suppression des salaires à la prime sont des revendications justes, exiger 5 % d'augmentation pour les au-

tres catégories est une revendication de division suivant la hiérarchie que refusent de nombreux travailleurs. Pourquoi les maintenir dans la plate-forme ?

Chaque matin a lieu une assemblée qui rassemble quelques centaines de grévistes. Mais la grande difficulté c'est pour l'occupation, la popularisation de la grève et l'organisation du soutien car très peu d'ouvriers restent sur place et ce n'est sûrement pas une question

de météorologie comme le prétendait une déléguée CGT. Quelques collectes dans les usines alentour ont été effectués ainsi qu'une manifestation à la mairie la semaine dernière. Le patron de combat, qui n'a pas peur d'affirmer que les salaires et les avantages sont les plus importants de toute la profession dans son usine, fait garder les bureaux par des vigiles et a assigné en référé les délégués. C'est lundi

17 mai que l'ordonnance d'expulsion est exécutive. Que se passera-t-il alors, car les responsables de la CGT répondent, «on verra bien» quand on leur pose la question que comptez-vous faire ? En tous les cas à l'assemblée de jeudi matin lors du compte-rendu de l'entrevue rapide avec la direction, qui demande la reprise du travail pour négocier, après l'intervention vigoureuse d'une ouvrière la poursuite de la grève a été décidée.

Gonesse: Malgré les nervis fascistes et les chiens Les travailleurs d'OTP tiennent bon !

Depuis 15 jours, la quasi totalité des 170 travailleurs de l'entreprise OTP (office de transformation papetière), à Gonesse, sont en grève.

OTP est une entreprise qui assure la distribution et la transformation du papier pour photocopieuses. Les travailleurs exigent notamment une augmentation de 300 F pour tous. Leur lutte vise également à mettre en échec les menaces de licen-

ciements. OTP a été en effet racheté récemment par le trust Rank Xerox qui a l'intention de liquider le secteur transformation de l'entreprise. Depuis le début de la grève, le PDG, Jean Breque, a eu recours à tous les moyens pour tenter d'intimider les travailleurs.

Mais c'est l'effet inverse qui s'est produit et depuis la semaine dernière les travailleurs occupent l'entreprise pour s'opposer à toute tentative de la direction de faire évacuer les stocks de papier.

Le 4 mai, alors que la décision d'occuper l'entreprise venait d'être prise, des nervis d'une milice patronale intervenaient.

Ils sortaient d'une DS 21 noire, avec antenne radio, immatriculée 75 YA 75. Ils étaient armés de revolvers. Les grévistes, pas préparés à cette agression, devaient quitter les lieux.

Plus tard, deux voitures immatriculées 350 QC 91 et 157 ARK 75 pénétrèrent

dans l'entreprise. Des nervis d'une compagnie de «gardiennage» accompagnés de chiens en descendirent. Puis, le PDG et ses cadres pénétraient dans l'entreprise. Cette milice patronale évacuait les lieux le lendemain matin et les travailleurs réoccupaient l'entreprise après avoir passé la nuit devant.

Ainsi qu'ils l'écrivent dans un tract de popularisation «Cela ne fait que renforcer les travailleurs d'OTP dans leur lutte».

La direction, n'ayant pu venir à bout des travailleurs par les nervis fascistes qu'elle a payés 10 000 F, voudrait maintenant faire intervenir la police. Elle a assigné au tribunal de grande instance de Pontoise 7 délégués de l'usine pour les faire expulser ainsi que tous les travailleurs en grève.

Ceux-ci appellent les travailleurs de la zone industrielle de Gonesse à se mobiliser contre l'arrêté d'expulsion. Ils sont décidés à tenir bon.

ARRACHER

LA CLASSE OUVRIERE AU REVISIONNISME

par Jacques JURQUET

Recueil de textes de 1965 à 1971 présentés par Camille Granot
publié aux Editions du Centenaire
disponible sur commande à :

E.100 24 rue Philippe de Girard 75010 Paris

Prix : 30 F

la France des luttes

Orléans

Grève à l'usine Malichaud

Malichaud, 430 travailleurs dont 350 ouvriers. Après 8 mois de chômage partiel, après 8 mois où les

ouvriers de l'entreprise Malichaud (aéronautique, mécanique de précision) ont subi les effets de la crise pour le plus grand profit de la bourgeoisie, du patronat, la grève est déclarée le 12 mai. A 9 heures, lors d'une assemblée générale qui réunit 90 % des équipes du matin et de la normale la grève a été proposée pour : 250 F pour tous, 40 heures sans perte de salaire, relèvement de tous les coefficients ouvriers - pas de coefficient inférieur à 155, déplaçonnement de la grille ouvrière, retraite à 60 ans.

A 14 heures avec l'ensemble des ouvriers la grève

est décidée à l'unanimité (90 % du personnel de l'entreprise).

Unis à la base et dans l'action, les ouvriers de Malichaud sont à l'offensive.

Le 13 mai, 2ème jour de grève, la lutte se renforce dans l'entreprise tant par le nombre que par la détermination des ouvriers. Ce 2ème jour a surtout été marqué par le souci d'unité, avec une autre entreprise de l'agglomération en lutte : Chenesseau qui est une fonderie employant 75 % d'immigrés. Une motion pour ces travailleurs en grève a été approuvée en assemblée générale et portée par une délégation.

L'action continue, Malichaud-Cheneseau, solidarité !

Valence (drôme)

«Boulonnerie calibrée» occupée depuis février

Rien n'est encore résolu pour les travailleurs de la Boulonnerie calibrée de Valence, rien sinon de très vagues promesses. Aucune solution n'est encore intervenue, depuis le dépôt de bilan en septembre 1975 et la mise en règlement judiciaire. Le personnel, 320 personnes, a été licencié à la fin de 1975 et l'usine est en occupation depuis février 1976.

Quelques «vautours» tournant au dessus de la Boulonnerie calibrée, tel le groupe suisse SFS Stadler, spécialisé dans la frappe à froid, il ne propose qu'une reprise avec 50 personnes. Une autre proposition semblable de la part de la société Géoservice (activités dans

les sondages géologiques et la recherche pétrolière) présentée par le ministère de l'Industrie, qui ne propose également une reprise d'activité qu'avec 50 personnes.

Les travailleurs refusent ce genre de chantage, ils veulent que tous soient reclassés, que tous aient un emploi.

De nombreuses initiatives sont faites pour populariser l'action, des journées portes ouvertes, des discussions avec des entreprises en lutte, telles Griffet, Lip, etc.

A la Boulonnerie calibrée aussi les travailleurs sont résolus à mener une bataille pour l'emploi en refusant l'embauche en petit nombre. «Tous doivent reprendre ensemble» disent-ils.

Paris 10e

Chez Dofan l'occupation continue

Les 150 ouvriers de la fabrique de maroquinerie «Dofan» ont décidé d'occuper leur entreprise, située place Jacques Bonsergent Paris-10e (cf. HR No 488).

Cette entreprise appartient à Emerick Gros, mari de Brigitte Gros, sénateur réformateur des Yvelines et maire de Meulan. La société a été mise en liquidation judiciaire le 11 mars et les ouvriers ont reçu les lettres de licenciement.

Pour les travailleurs de Dofan, dont les trois-quarts ne touchent que le SMIC, rien n'explique le trou de 2 milliards d'anciens francs trouvé dans le budget de l'entreprise, car la crise économique n'a jamais touché Dofan où les commandes demeuraient très importantes et qu'il était difficile de satisfaire.

Nombreux sont les travailleurs avec beaucoup d'ancienneté, nombreux aussi les femmes et les tra-

vailleurs immigrés pour qui il va être difficile, sinon impossible, de trouver un autre emploi.

Dofan compte d'autre part une tannerie à Perrier qui emploie 46 personnes, et une usine à Grenoble avec 107 salariés. Une usine à Verdun qui faisait partie du groupe aurait été vendue à la société de parapluies Sauvageon d'Aurillac.

Les ouvriers français et immigrés de Dofan continuent à occuper leur entreprise jusqu'à ce qu'ils obtiennent satisfaction ; c'est-à-dire de garder leur emploi.

Une vente sauvage doit avoir lieu pour parer au règlement de leur salaires. L'occupation se poursuit avec détermination.

Envoyez-leur des messages de soutien, et passez les voir :

DOFAN
14, pl. J. Bonsergent
75010 Paris.

MISE AU POINT

Nous avons reçu de deux lecteurs du Nord des lettres de critique concernant un article paru dans notre quotidien du jeudi 6 mai intitulé «Lille, le 8 mai, fête populaire à la CIP».

- Tout d'abord l'information était erronée. Cette fête populaire n'avait pas lieu à la CIP mais à Desombre. L'erreur provient de ce que nous avons inversé le contenu de l'information qui nous était parvenue : les travailleurs de ces deux entreprises de confection organisaient une fête dans la cour de la CIP le 1er Mai et une fête populaire dans la cour de Desombre le 8 mai. Nous nous excusons auprès des travailleuses et travailleurs de ces deux entreprises pour cette erreur.

- D'autre part nos lecteurs nous reprochent d'avoir écrit que «ces contacts à la base et directs entre usines en grève» étaient extrêmement positifs et prouvaient les grandes capacités d'initiative et

d'organisation de la classe ouvrière ainsi que sa volonté de rejeter le contrôle et la direction des bonzes syndicaux révisionnistes ou réformistes».

Nos lecteurs, citant les manœuvres révisionnistes et réformistes chez Desombre ou à la CIP, en concluent que nous «prenons nos désirs pour des réalités».

Il se peut que nous interprétions de manière subjective certains faits faute d'enquête sur place ; en l'occurrence l'information nous était venue de la CFDT de Fougères (Bretagne) relatant une visite des travailleurs de Réhault à la CIP et Desombre. Que nos camarades et lecteurs de Lille et de la région nous fassent parvenir des informations régulières sur les luttes ouvrières dans leur région, voilà qui nous aiderait à rendre mieux compte de la réalité. Nous comptons sur vous, camarades.

La rédaction de la «France des luttes».



la France des luttes

Saint Etienne

La révolte gronde à l'hôpital de Bellevue

Depuis quelque temps nous avons l'impression que quelque chose est en train de couvrir, que la révolte se prépare au CHR de Bellevue-St-Etienne.

Les conditions de travail se désagrègent : les absences maladies sont de moins en moins remplacées, quand 2 filles se trouvent en même temps en congé maladie, ça devient la panique dans le service. L'administration réquisitionne le personnel en congé, on nous oblige à travailler en 2 fois (7h 30-12 h 30, et 15 h 30-19 h 30) alors que nous faisons du travail posté.

Maintenant nous sommes entrés dans la période des congés annuels. Ce problème d'effectifs va devenir crucial dans la mesure où 500 millions anciens ont été retirés du budget cette année : en clair, cela veut dire 200 agents en moins d'embauchés.

Là-dessus vient se greffer une circulaire de la direction à propos des congés annuels : elle s'octroie le droit de les répartir en périodes de x jours et refuse au personnel de partir après ses jours de repos hebdomadaires, ce qui n'est pas spécifié dans les statuts du personnel. Les discussions vont bon train parmi le personnel et obligent enfin les syndicats à passer à

l'action. Ils proposent : manifestation et entrevue avec la direction. L'administration promet de faire marche arrière, mais la dernière circulaire est aussi ambiguë que la précédente. Les congés restent à l'ordre des revendications.

A la paye d'avril, les travailleurs constatent des erreurs qui vont jusqu'à 600 F pour certains. L'administration fait courir le bruit que l'ordinateur est détraqué. Bel ordinateur au service de la classe des patrons : il se trompe, mais ne sait faire que des soustractions...

Le 6 mai, les syndicats CGT-CFDT convoquent en assemblée les travailleurs, 60 personnes y participent. Pour une fois les travailleurs s'y sont exprimés. Une aide-laborantine a raconté que depuis 3 jours elles refusent de faire un examen à cause des conditions de travail (à 3 dans une petite salle avec des becs de gaz).

Une aide-soignante déclare : «Impossible de faire grève si on ne bloque pas les lits ; quand tous les lits sont occupés, le travail est là et il faut le faire». Le coup de pouce est donné et tout le

monde de s'exprimer sur la grève : «Oui, mais si on bloque les lits, il faut faire grève longtemps». «En 73 c'est bien ce qu'on avait fait». Et on évoque la dernière grande grève d'un mois qui rassemblait 300 travailleurs 2 fois par jour. L'espoir renaît.

Tout cela malgré les grimaces et le hochement de tête désapprobateur des responsables PCF-CGT qui refusent le blocage des lits en disant : «Les malades avant tout». «Oui, l'intérêt des patrons avant tout» répondront les travailleurs. C'est cette ligne de collaboration qu'ils ont encore mise en avant pendant cette AG.

La déléguée CGT, dès le début, fait un brillant sermon sur «celles qui profitent des heures d'information syndicale pour quitter le travail une heure plus tôt».

Accueil déjà chaleureux pour les travailleurs présents, elle surenchérit en faisant remarquer qu'une fois de plus on n'est pas nombreux ; qu'on ne peut décider à 60 pour 2 000 travailleurs, que les syndicats seront obligés de prendre les choses en main (à cette AG, on devait décider des modes d'action pour le 13 mai).

Malgré leur air défaitiste, les responsables CGT n'ont pas eu le dernier mot, et c'est dans l'enthousiasme que les travailleurs ont décidé de faire une manifestation le 13 mai et une seconde le 17 mai (jour où le conseil d'administration a mis à l'ordre du jour la prime de transport).

Oui, les travailleurs de la santé sauront montrer qu'ils sont combattifs.

Une marxiste-léniniste et une employée de l'hôpital de Bellevue.

Grève aux hospices civils de Lyon

Les hospitaliers lyonnais sont eux aussi en grève, et cela depuis 12 jours. Ils ont décidé de poursuivre l'action jusqu'à ce qu'ils obtiennent satisfaction de leurs revendications. Celles-ci portent notamment sur les heures supplémentaires,

les conditions de travail et les salaires. Ils réclament en outre un salaire minimum de 2 000 F par mois.

Une manifestation devait avoir lieu vendredi matin devant le siège des Hospices civils de Lyon.

Enseignants

Lyon

Des instituteurs en grève occupent une école normale

Dans le Rhône, les instituteurs titulaires mobiles et les normaliens sont en grève reconductible depuis le 6 mai pour imposer satisfaction sur les revendications suivantes : attribution d'un poste fixe à la sortie de l'école normale — en demandant cela les instituteurs ne font que demander le respect de leur contrat d'entrée à l'école normale —, revalorisation des statuts des titulaires mobiles, et paiement des jours de grève.

Le 10 mai à Lyon, ils ont occupé l'académie pendant plusieurs heures. Ils se sont vu renouveler le refus de satisfaction à leurs revendications. Et les CRS sont intervenus pour les expulser des locaux.

Dès le lendemain, les instituteurs sont repassés à l'offensive. Et c'est ainsi qu'ils occupent depuis le 11 mai l'Ecole normale des filles de Lyon.

Tous les normaliens et titulaires mobiles syndiqués

au SNI, au SGEN-CFDT, ou non-syndiqués, se sont prononcés au cours des assemblées générales des jours derniers pour chercher par tous les moyens à élargir la lutte.

C'est ainsi par exemple que prenant en main la popularisation au niveau d'autres écoles normales, les grévistes ont recueilli 800 signatures d'élèves instituteurs en une demi-journée.

Il est à noter que depuis que l'assemblée générale des grévistes a pris la décision de reconduire quotidiennement la grève, les instances départementales du Syndicat national des instituteurs (SNI) refusent d'appuyer leur lutte.

D'ores et déjà des points positifs sont à relever dans cette lutte. Ce sont notamment la détermination des grévistes dont le mouvement ne faiblit pas depuis 8 jours, l'effort réalisé pour doter le mouvement de structures démocratiques (assemblées générales, commissions, comités de grève). Ce sont également la volonté des grévistes de renforcer l'unité dans la lutte, leur rejet des «journées d'actions» de 24 heures, par caté-

gorie, journées sans lendemain comme celles qui ont eu lieu dans le Rhône les 7 et 13 mai et comme celle prévue pour le 18.

Article rédigé par la commission popularisation mandatée par l'ensemble des grévistes.

Adresser tout soutien financier à Jacques Neyraud — CCP 51 27 37 Lyon.

LUNDI 17 MAI 1976
A LA FACULTÉ DE VINCENNES
Journée de soutien
à la lutte contre la Sonacotra

Le comité de soutien de la faculté de Vincennes propose une journée de soutien :

A partir de 14 heures :
— montage diapositives : «La lutte des Sonacotra» réalisé par des étudiants et des enseignants du département de sociologie et de cinéma.
— projection du film : «NATIONALITÉ IMMIGRÉE»
— expo de dessins et photos réalisée par des étudiants des arts plastiques et cinéma.
— montage diapos sur la lutte des travailleurs pakistanais.

A 19 HEURES MEETING CENTRAL
avec le comité de coordination et le comité de résidents du foyer de Montreuil

A 21 heures : théâtre avec la troupe «El Assifa» :
«C'est la vie de château»



PEAGE-DE-ROUSSILLON (ISERE) :
LES RHONE-POULENC ORGANISENT
UNE JOURNÉE «VILLE MORTE»

Les travailleurs de Rhône-Poulenc Textile organisent pour le 21 mai une journée «ville morte» à Péage-de-Roussillon (Isère). Ils seront soutenus dans cette action par les organisations syndicales CFDT et CGT.

C'est dans le but de populariser et de sensibiliser l'opinion publique sur les graves problèmes du chômage et de l'emploi dans la région, mais aussi et surtout pour protester contre les 515 licenciements prévus à l'usine Rhône-Poulenc Textile de Péage-de-Roussillon.

GREVES DANS LES USINES CHIMIQUES
DU SUD-OUEST

Environ la moitié des 460 salariés de l'usine ATO chimie de Mont (Pyrénées atlantiques) ont commencé mercredi matin un mouvement de grève de 32 heures reconductible pour des revendications salariales et par solidarité avec les 150 grévistes de l'entreprise voisine, CDF-Chimie, menacée de fermeture.

ROANNE (LOIRE) :
GREVE CONTRE LA SUPPRESSION
DE 250 EMPLOIS

Les travailleurs des Ateliers roannais de construction textile de Roanne (Loire) sont en grève depuis mardi 11 mai suite à l'annonce faite par la direction de supprimer 250 emplois sur 1 500. Des réductions d'effectifs avaient déjà eu lieu il y a deux ans ; des 2 000 emplois il ne restait plus que 1 800 pour une autre réduction l'an dernier de 1 800 pour rester à 1 500 emplois jusqu'aux mesures actuelles. Donc petit à petit la direction des Ateliers roannais de construction textile démantèle son entreprise, mais les travailleurs s'opposent à ces licenciements et gageons que prochainement des actions plus dures avec occupation auront lieu pour refuser tout licenciement. Seul le combat résolu dans l'unité à la base donnera raison aux travailleurs.

Le capitalisme ce n'est pas



la misère

pour tout le monde

Petit aperçu sur les inégalités... L'exemple est ici tiré d'une clinique privée de la région toulousaine. Passons en revue ce que gagne l'un des «pauvres» médecins de cette clinique :

— les visites trois fois par semaine dans son service spécialisé, à 132 F chacune

et à raison de plus de 30 malades visités chaque fois.

— les opérations très diverses de petite chirurgie sur les malades hospitalisés.

— les consultations privées dans son cabinet installé dans l'établissement (ce qui lui permet de se soustraire à l'impôt pour son exercice professionnel).

— son «salaire» de PDG de la clinique.

— ses dividendes en tant qu'actionnaire de la clinique.

Rien que ça ! Une évaluation approximative fait monter ses recettes facilement au-dessus de 150 000 F par mois. Un simple employé aide-soignant par exemple, touchant 1 500 F net mensuels environ, on peut avancer sans crainte de se tromper qu'en France l'écart des rémunérations est au moins de 1 à 100 !

Voilà à quoi se résume le libéralisme à la sauce Giscard et la belle justice fiscale dont s'affiche Fourcade !

Correspondant H.H.
après entretien
avec un travailleur.

Aux petits soins...de ses chômeurs

Dans le département des Alpes-Maritimes, neuf maîtres-auxiliaires viennent d'être mis à la porte. Ils donnaient des cours d'éducation physique à quelque 1 800 élèves. Voici la lettre qu'ils ont reçue du ministère de la «Qualité de la vie» pour les... remercier :

«J'ai le regret de vous faire connaître qu'il est mis fin, à la date du 30 avril 1976, à la suppléance que vous assurez actuellement. Cette mesure générale m'est imposée par des raisons strictement budgétaires et ne met en cause

ni vos qualités professionnelles ni votre façon de servir.

«Je vous remercie de l'aide que vous avez apportée à mon service, et j'espère qu'une conjoncture plus favorable me permettra à nouveau d'avoir recours à vous.»

Suit un post-scriptum :
«Je vous conseille de vous présenter à l'Agence nationale pour l'emploi de votre lieu de résidence.»

Parbleu que voilà un ministère débordant d'attentions pour ses chômeurs !



informations générales

A propos de l'Humanité Rouge

Une situation financière très difficile

Suite de la page une.

Autre mesure précise que nous impose l'examen de notre situation financière, tout en tenant compte des nécessités politiques : le quotidien ne sera pas édité pendant la période d'été, mais remplacé par un hebdomadaire ou en quinzomadaire. Du 1er au 15 juillet, nous ne sortirons que sur 8 pages chaque semaine, c'est-à-dire la 1e et la 2e semaine de juillet. Puis nous sortirons sur seize pages pour quinze jours à partir de la troisième semaine de juillet, ainsi qu'en août, donc trois numéros de 16 pages : deuxième quinzaine de juillet, première et deuxième quinzaine d'août. *L'Humanité rouge* ne redeviendrait quotidien qu'à partir de septembre, sauf en cas d'événements politiques important pendant la période d'été. Certains lecteurs croient généralement que cette situation propre aux mois de juillet et août traduit le fait que notre journal est lu par des étudiants ou lycéens « qui partent alors en vacances ». C'est là une erreur. La baisse saisonnière de la diffusion de la presse n'est pas un phénomène particulier à *L'Humanité rouge*, elle touche absolument tous les journaux, y compris, dans des proportions considérables ceux qui ont de forts tirages. Voyez par exemple *Le Monde* et consultez l'indication de son tirage en dernière page, vous constaterez qu'il chute de 500 000 à 100 ou 150 000 et vous vous apercevrez qu'il réduit de 30 ou 40 pages à 8 ou 16 pages seulement.

Il est bien évident qu'un quotidien comme le nôtre ne peut absolument pas supporter les conséquences financières qui résultent de cette brutale diminution de la diffusion. Voilà donc pour les mesures d'économie les plus immédiates.

Mais nous voulons préparer un lancement assurant à l'HR un progrès dans sa diffusion dès le 1er octobre 1976. Pour cela, parallèlement aux mesures que nous prenons, nous avons décidé d'autres mesures de soutien au projet d'augmenter sensiblement notre diffusion dans la période montante qui commencera début octobre.

1/ la souscription commencée depuis le 1er Mai, et qui démarre encore trop lentement doit nous apporter les fonds nécessaires, compte tenu des économies réalisées pendant l'été. Il est probable que nous maintiendrons le mot d'ordre de souscription au-delà du seuil des 25 millions actuellement fixé. Ce que nous demandons à tous nos camarades et amis, pour l'instant, c'est de se mobiliser plus rapidement et d'engager avec ardeur cette nouvelle bataille de masse qu'est la collecte de 25 millions d'ici la fin du mois de juin.

2/ au cours de la deuxième quinzaine de juin, nous convoquerons très probablement une assemblée centrale consacrée à débattre avec nos camarades de tous les problèmes concernant *L'Humanité rouge* quotidien : rédaction, fabrication, diffusion.

Cette première réunion nationale constituera déjà une grande enquête, de caractère démocratique, pour centraliser le plus grand nombre d'informations et d'avis émanant de nos militants de base.

Une deuxième rencontre du même objet pourrait se réunir à nouveau au cours de la deuxième quinzaine de septembre, à la veille du grand lancement que nous entendons impulser dès le 1er octobre. Il va sans dire que nous n'obtiendrons de succès qu'à condition d'être capables de déclencher une mobilisation massive de tous les lecteurs, camarades et amis de *L'Humanité rouge*. Ces deux réunions nationales devraient y contribuer efficacement.

La grande bataille pour la victoire de *L'Humanité rouge*, quotidien des communistes marxistes-léninistes de France, est partie intégrante des luttes politiques de la classe ouvrière et des masses populaires de notre pays dans la dure période d'essor en cours.

L'issue dépend de la capacité de nos militants à mettre en œuvre une véritable ligne de masse. Nous leur faisons pleine confiance et nous faisons pleine confiance aux masses elles-mêmes.

JOURNÉE PORTES-OUVERTES DANS LES FOYERS SONACOTRA

Bagnolet

Samedi 15 mai à partir de 14 heures, après-midi portes-ouvertes au foyer situé 41, rue Robespierre à Bagnolet, à l'initiative du comité de résidents de ce foyer.

Au programme : expositions sur les conditions de

logement et sur la grève des loyers ; pièce de théâtre ; visite d'un étage ; film et débat sur la lutte et les conditions de vie dans les foyers Sonacotra, la répression, l'unité Français-immigrés,...

Les comités de résidents d'autres foyers participent à cet après-midi ainsi que de

nombreuses délégations d'usines, dont celle des Câbles de Lyon à Clichy.

Champigny

Samedi 15 mai, vers 14 heures également, commencera l'opération portes-ouvertes au foyer du No 79, rue du Monument à Champigny.

Au cours de cette opération organisée par le comité de résidents du foyer, il est prévu qu'un meeting se tiendra vers 20 heures.

Rendez-vous nombreux dans ces foyers pour connaître et soutenir la juste lutte engagée contre la Sonacotra par les travailleurs immigrés, leurs comités de résidents et leur comité de coordination.

Au centre culturel de Brétigny (91)

Reunion-débat samedi 15 mai à 20 h30

Cette réunion débutera par un aperçu de la crise mondiale du capitalisme, et de la situation internationale, en particulier la situation en Europe. Un débat sera engagé à partir d'un montage audio-visuel.

Suivront des interventions de travailleurs, d'ouvriers de différentes boîtes de la région, sur les effets de la crise et l'attitude des révisionnistes dans les luttes. Des travailleurs immigrés apporteront leur témoignage sur les conditions de vie dans les foyers Sonacotra. Prendront également la parole des enseignants sur le thème « Quel savoir pour les enfants des travailleurs ? », de jeunes chômeurs, des infirmières sur les conditions de travail imposées aux femmes, et un cadre qui expliquera « comment il a rejoint les positions de classe de la classe ouvrière ».

Puis une intervention centrale expliquera la ligne idéologique et politique des communistes marxistes-léninistes de France dont le parti a été interdit le 12 juin

1968 par la bourgeoisie. Elle montrera le combat qu'ils livrent, exposera les perspectives qu'ils donnent et leurs propositions d'action et de lutte.

Cette soirée se clôturera par la projection d'un film montrant l'exemple concret d'un État de dictature du prolétariat.

PROLETARIAT

13

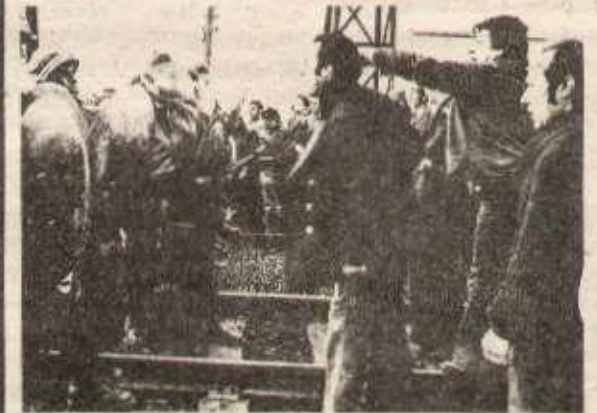
mai 1976
3 francs

En récusant la dictature du prolétariat, le PCF jette le masque

Trois semaines de grève à la CEPEM-Orléans

CCAS, le PCF à l'œuvre

La Finlande mise sous tutelle



revue théorique et politique, marxiste, léniniste et de la pensée-maotsétoung

Disponible aux librairies :

— Les Herbes sauvages, 70, rue de Belleville 75020 Paris.

— La Force du Livre, 33, rue R. Leynaud 69001 Lyon.

— Le Sel de la Terre, 4, rue Mal-Foch 22000 St-Brieuc.

ou, par correspondance, à :

— E-100, 24, rue Philippe-de-Girard 75010 Paris.

AU SOMMAIRE DU No 13 (MAI 1976)

Une nouvelle formule, pour que PROLETARIAT serve mieux les luttes révolutionnaires des ouvriers et du peuple

En récusant la dictature du prolétariat, le PCF jette le masque (Jacques Jurquet)

Ce qu'étaient les «soviets» ou la dictature du prolétariat (Lénine, «La révolution prolétarienne et le renégat Kautsky»)

Trois semaines de grève à la CEPEM-Orléans (Les communistes marxistes-léninistes de la CEPEM)

Venus des usines, quelques éléments d'enquête

CCAS : Le PCF à l'œuvre (extraits d'une brochure de travailleurs et communistes marxistes-léninistes d'EDF-GDF)

USA, le racisme une arme de la bourgeoisie

La Finlande mise sous tutelle (extraits de Clarté — revue des étudiants marxistes-léninistes de Suède)

Document d'Allemagne : Déclaration de la section RDA du KPD (ml)

Notes de lecture.

Correspondance

Comment nous informer rapidement

Depuis une semaine nous publions régulièrement un numéro de téléphone où l'on peut correspondre avec le journal grâce à un répondeur automatique.

Ce numéro n'est bien sûr pas uniquement à l'usage des militants marxistes-léninistes. Il est ouvert largement à tous nos lecteurs désireux non seulement de nous faire parvenir des articles rédigés, mais aussi de simples informations qu'ils pensent pouvoir nous intéresser.

Ces informations peuvent soit être utilisées directe-

ment par nous, soit être utilisées pour notre documentation, soit encore être le point de départ de reportages sur place si cela est nécessaire.

Bien des lecteurs notamment provinciaux ont regretté le retard des informations de province diffusées dans le journal ; la correspondance téléphonique devrait nous permettre de résoudre nos difficultés, au moins en partie.

Encore un mot : pour bien utiliser le répondeur, conformez-vous aux indications ci-dessous. Merci.

Histoire d'affiches

Il était une fois à Vitry-sur-Seine... des gens, membres du PCF, qui étaient affligés d'une véritable allergie aux affiches des marxistes-léninistes. Alors ils les recouvraient prestement avec leurs propres affiches. Souvent, ils utilisaient des affiches périmées depuis un mois, deux mois. Qu'importe.

C'est que, dès que leur vue tombait sur une affiche de l'Humanité-Rouge, ces gens-là étaient pris de douloureuses crises d'urticaire. Et les démangeaisons les poussaient rageusement à faire des gestes un peu désordonnés. D'ailleurs voyez, ils collaient même en travers !...

Mais ils viennent d'innover. Les affiches qu'ils collent aujourd'hui font de la publicité pour «Le Travailleur», leur journal local. Elles sont financées par «Vitry-Automobiles-SA» et par un grand magasin «Mammouth».

Les militants PCF à qui nous en avons fait la remar-

que nous ont dit : «Nos affiches, c'est la sueur des travailleurs».

Sans doute. C'est la sueur des travailleurs. C'est la sueur sur laquelle s'engraissent les capitalistes de «Mammouth» et de «Vitry-Automobiles-SA» !



Il était donc une fois... des membres du PCF qui, en échange de quelque publicité, bénéficiaient d'une partie des profits extorqués aux travailleurs par les capitalistes qui sévissent à Vitry.



POUR CORRESPONDRE
PAR TÉLÉPHONE : 607 23 75

Quelques indications pour une bonne utilisation du répondeur automatique :

1) L'enregistrement dure au maximum 6 minutes pour chaque communication ;

2) Il ne faut pas s'arrêter de parler plus de 10 secondes ;

3) Il faut parler à voix suffisamment élevée et bien en face du microphone.



Pologne

Présentation d'une pièce sur la lutte du peuple polonais pour son indépendance

Une pièce théâtrale historique «Constitution du 3 mai» présentée le 3 mai à la télévision polonaise a été favorablement commentée par les spectateurs et la presse de Varsovie.

La nouvelle adaptation et la présentation de cette pièce s'inscrit dans le cadre de la commémoration du 185^e anniversaire de l'adoption de «la constitution du 3 mai», très célèbre dans l'histoire polonaise.

«La constitution du 3 mai» fut adoptée en fait le 3 mai 1791 à une assemblée de la SEJM (la Diète polonaise) qui durait 4 ans (historiquement appelée la «SEJM de 4 ans»). Durant les assises de cette assemblée, les patriotes polonais déclenchèrent une lutte acharnée pour sauvegarder l'indépendance de leur pays menacé d'agression et d'asservissement par le tsar russe.

«La constitution du 3 mai» fut passée à un moment où, à la suite d'un premier partage par la Russie tsariste, la Prusse et l'Autriche, le royaume de Pologne faisait face au danger d'un second partage par la Russie tsariste.

«La constitution du 3 mai» a interprété les aspirations ardentes du peuple polonais et de ses forces patriotiques à ne pas se résigner à la tyrannie du tsar russe et à essayer de sauver l'indépendance de la Pologne et de l'empêcher d'être annexée par la Russie tsariste.

Alarmée par l'adoption de cette constitution, la Russie tsariste envoya 100 000 soldats envahir la Pologne en mai 1792, commençant ainsi une intervention et une agression armées

toutes grossières. Plus tard, la Russie, de connivence avec la Prusse, occupa la Pologne et la partagea pour la seconde fois en 1793. «La constitution du 3 mai» fut également abrogée. Mais les agresseurs ne s'arrêtèrent pas là. En 1795, avec la Prusse et l'Autriche, la Russie tsariste fit le troisième partage de la Pologne. Ainsi le peuple polonais fut-il plongé dans un profond abîme d'asservissement.

On se rappelle qu'il y a peu de temps, le peuple polonais a déclenché une fois de plus, autour de la révision de la constitution adoptée en 1952, une lutte exigeant vivement la défense de la souveraineté et de l'indépendance du pays. La population de diverses couches sociales a conjointement écrit des lettres aux autorités polonaises exprimant leur opposition résolue à l'inclusion dans la constitution d'une clause sur l'alliance entre la Pologne et l'Union soviétique. Certaines lettres de protestation appellent le peuple à ne pas oublier l'«asservissement» de l'histoire contre la menace de «transformer la République populaire de Pologne en un pays dont la souveraineté est limitée».

Un journal polonais indique dans un commentaire du 5 mai : «Il n'y a aucun doute que la pièce "Constitution du 3 mai" n'est pas présentée dans le seul but de refléter la vérité de l'histoire, mais tout d'abord, elle incarne, par la forme artistique, les nobles qualités telles que patriotisme, esprit démocratique, servir la patrie et être responsable pour elle.» Le journal fait remarquer que «le peuple polonais chérira à jamais ces idées».

Sports

L'AS ST-ETIENNE UNE CAUSE NATIONALE ?

Ah, si la coupe d'Europe de football pouvait avoir lieu tous les jours ! Tel pourrait être le souhait le plus cher de n'importe quel capitaliste. En effet n'est-ce pas une occasion inespérée de fondre dans un même cœur, un même élan prolétaires et bourgeois, exploités et exploités ? On a parlé de beaucoup de choses pour la rencontre St-Étienne-Bayern de Munich. «Les verts battus... mais l'honneur est sauf ! Les verts battus... Bravo quand même ! Voilà, en bref, ce qu'on a pu entendre et lire à la suite de la défaite de l'ASSE par le Bayern (1-0). De quel honneur est-il ques-

tion ici ? Mais de l'honneur de la France, évidemment. Car le cas St-Étienne a dépassé les limites de l'habitude. L'engouement, soigneusement développé et entretenu par la bourgeoisie avec l'aide de ses gros sous, de la radio et de la TV (en particulier France-Inter et TF1) a été tel, à une époque de crise et de chômage inégalée en France, qu'il en est suspect. Vraiment nous avons assisté à une énorme opération idéologique : utilisation du sport pour tenter de gommer tous les problèmes et les contradictions sociales au profit d'un spectacle. Ainsi le télégramme de Chi-

rac à Larqué, capitaine de l'ASSE : «Toute la France vous regarde. Nous sommes fiers de vous. Bon courage.» Ainsi la défaite de St-Étienne au cours d'un match qui n'a eu d'extraordinaire que l'importance que la «propagande» de la presse et la radio lui ont donné, a été «vécue» comme une victoire de la France. Des cocoricos plus ou moins forts ont ainsi été poussés de tous les rangs de la bourgeoisie. «L'Aurore» : «Les Stéphanois maheureux ont dignement représenté le football français». Ce cocorico également lancé par le Figaro et d'autres, est au départ repris

par le PCF et l'Humanité (et à fond avec «Pif») qui tout en déplorant que les fonds aillent dans les poches d'autres bourgeois qu'eux, ont estimé qu'il s'agissait d'une affaire de prestige de la France. Ils ont vite fait la fine bouche après la défaite de l'ASSE : «Du cœur mais pas de réussite» a-t-on pu lire dans l'Humanité. Cette nouvelle «cause nationale» capable de «mobiliser la France» se termine. La réalité de la lutte de classes est plus forte, au grand désespoir des bourgeois.

Marseille, au rassemblement ouvrier et paysan Dessins, poèmes et caricatures

Le 30 avril, à Marseille, au rassemblement ouvrier et paysan, les panneaux d'entreprises, dessins ont largement contribué à la réalisation des objectifs politiques du 1er Mai.

Une équipe de camarades regroupée autour de Sylvestre a réalisé une exposition réunissant dessins et caricatures, par thèmes et montrant, comment au cours des différentes luttes, la classe ouvrière a toujours utilisé la plume et le crayon pour renforcer son combat.

Dans les manifestations ou les journaux prolétariens communistes des années 30, les affiches de Rosta de la Russie des années 20, l'Humanité rouge aujourd'hui, les caricatures contribuent toujours à dénigrer l'ennemi, à montrer la force du peuple, à mettre en avant les revendications (comme cette affiche sur les 40h, toujours d'actualité).

A travers les 16 panneaux de cette exposition, c'est toutes les facettes du combat d'aujourd'hui que

nous retrouvons : luttes ouvrières, paysannes, étudiantes, lutte des femmes, contre la répression ; c'est aussi tous les aspects de nos ennemis : bourgeoisie monopoliste, révisionniste (autour d'un panneau intitulé «Tahir aujourd'hui pour exploiter demain»), impérialisme (avec des dessins contre le fascisme allemand, l'impérialisme US et le social-impérialisme) sous le titre : «D'une superpuissance à l'autre, d'un échec à l'autre».

Cette exposition ne se veut pas à la gloire d'experts aussi rouges soient-ils, mais invitent les travailleurs à dessiner eux-mêmes, et à critiquer ceux qui dessinent.

Des poèmes, dont un réalisé pour le rassemblement avaient été publiés pour ce 1er Mai sous le titre : «France des poings».

Enfin, et surtout, les travailleurs ont eu à cœur d'illustrer les stands d'usines, tels ces cheminots poing levé, juchés sur une

locomotive qui balancent les accords de progrès, telle cette peinture illustrant le travail au champ dans le stand paysan.

Ces caricatures, ces poèmes, ces dessins en bas d'un journal d'entreprise, sur un panneau ouvrier, ces peintures sur une banderole sont les petites graines que nous devons cultiver pour que fleurisse la culture de l'armée du prolétariat ; car, «une armée sans culture est

une armée ignorante et une armée ignorante ne saurait vaincre» (Mao Tsé-toung).

PS : L'exposition de dessins et caricatures est disponible pour être placée dans une librairie, MJC, meeting... Il s'agit de 18 cartons plastifiés de 80 x 60 ou 1,20 x 0,80. Pour les obtenir écrire à l'Association Monde en marche, 26 Bld des Dames, 13002 Marseille.

-Vu par William Brejnev, l'homme de la détente



.....et son vrai visage



«RUPTURE»

Ce film sera présenté
par l'Association des Amitiés
Franco-Chinoises

Judi 20 mai à 20 h 30
Salle de la mutualité

entrée 7 frs

12 HEURES DE FILMS SUR LA CHINE

Comment Yukong
déplaça les montagnes

- St-Séverin : 12 rue St-Séverin - 5^e (métro St-Michel)
tél : 033 50 91 :

- Git-le-Cœur : 12 rue Git-le-Cœur - 6^e (métro St-Michel) - tél : 326 80 25 :

- St-André-des-Arts : 30 rue St-André-des-Arts - 6^e
(métro St-Michel) - tél : 326 48 18 :

Les nationalisations Une solution miracle ?

Les nationalisations d'entreprises privées sont de plus en plus la tarte à la crème autour de laquelle se battent les différentes cliques bourgeoises en lutte pour le pouvoir. Au travers de la discussion parlementaire sur la réforme de l'entreprise, comme dans les instances syndicales (par exemple lors de la préparation du 37^e congrès CFDT) le PCF et ses alliés ne manquent pas une occasion de mettre en avant le mot d'ordre de «nationalisations».

Nationalisations, défense des nationalisations, extension des nationalisations, service public, intérêt général..., autant de mots-clés, de formules réponse-à-tout des dirigeants révisionnistes du PCF et de la CGT :

- Citroën a des difficultés : «Il faut nationaliser Citroën» ;
- Les compagnies pétrolières font des profits énormes : «Nationalisation» ;
- EDF a du mal à assurer le financement du programme nucléaire : «Défendre et consolider les nationalisations», «sauver EDF et GDF, patrimoine national» ;
- «Il faut nationaliser Rhône-Poulenc pour sortir de la crise».

Dans «La politique du PCF», après les présidentielles, Marchais écrit comme la première des «réformes indispensables» pour faire face à la crise : «Nous préconisons, avec le Programme commun, la nationalisation de neuf monopoles qui dominent des secteurs-clés de notre économie, ainsi que la nationalisation du secteur bancaire et financier. Alors il sera possible de réduire les gaspillages, de maîtriser les prix, de lutter contre l'inflation. Il sera possible de préserver l'appareil productif national des spéculations du grand capital français ou étranger. Il sera possible de coordonner judicieusement de puissantes forces productives en un plan élaboré, non dans le secret des cabinets des technocrates, mais démocratiquement, avec la participation des travailleurs, des citoyens. Il sera possible de maîtriser les investissements et d'assumer le développement équilibré de nos régions, consolidant ainsi l'unité nationale.»

Bref, les nationalisations sont la solution-miracle et elles font l'objet depuis plusieurs années, d'une propagande continue et systématique de la part des révisionnistes. Lors des luttes engagées par la classe ouvrière, à l'automne 1974, pour refuser de faire les frais de la crise du capitalisme, les révisionnistes ont tout fait pour dévoyer la combativité vers ces mots d'ordre.

LES NATIONALISATIONS DANS L'HISTOIRE DU MOUVEMENT OUVRIER

La question des «nationalisations» et plus généralement des «réformes de structure» à opérer dans le cadre du système capitaliste n'est pas nouvelle. Une lutte de lignes a toujours existé sur cette question dans le mouvement ouvrier, entre la voie bourgeoise, de défense et de perpétuation du capitalisme, et la voie révolutionnaire prolétarienne. Nous aborderons ici quelques exemples de cette lutte.

Dans «Socialisme utopique et socialisme scientifique», Engels écrivait :

«Mais ni la transformation en sociétés par actions, ni la transformation en propriété d'État ne suppriment la qualité de capital des forces productives. Pour les sociétés par actions, cela est évident. Et l'État moderne n'est à son tour que l'organisation que la société bourgeoise se donne pour maintenir les conditions extérieures générales du mode de production capitaliste

te contre les empiètements venant des ouvriers comme des capitalistes isolés. L'État moderne, quelle qu'en soit la forme, est une MACHINE ESSENTIELLEMENT CAPITALISTE : L'ÉTAT DES CAPITALISTES, LE CAPITALISME COLLECTIF EN IDÉE. Plus il fait passer de forces productives dans sa propriété, et plus il devient CAPITALISTE COLLECTIF EN FAIT, PLUS IL EXPLOITE DE CITOYENS. Les ouvriers restent des salariés, des prolétaires. Le rapport capitaliste n'est pas supprimé, il est au contraire poussé à son comble.»

Dans ce texte, écrit à l'époque où le capital monopoliste commence à apparaître, Engels fait quatre remarques fondamentales :

1. Le passage à la propriété d'État constitue une nécessité objective du développement du capitalisme, de sa perpétuation pour faire face aux crises : la concentration capitaliste mène aux monopoles et aux monopoles d'État. Loin donc de s'opposer au capitalisme, la propriété d'État lui est nécessaire.

2. La propriété d'État ne supprime pas «la qualité de capital des forces productives», le «rapport capitaliste». Les nationalisations ne brisent pas le monopole capitaliste de la production, ne sont pas des mesures socialistes.

3. La propriété d'État est une forme particulière de la propriété capitaliste, l'État étant «capitaliste collectif».

4. La propriété d'État conduit à un renforcement de l'exploitation capitaliste.

Dans les années 30 au moment où Jules Moch, membre de la SFIO, réclamait les nationalisations des monopoles, Thorez répondait :

«En période de crise, les prétendues nationalisations, les participations de l'État, dissimulent les subventions accordées par l'État aux entreprises capitalistes en difficulté, et cela au détriment des masses laborieuses. Les nationalisations dans le cadre du régime capitaliste ne pourraient conduire qu'à un renforcement de l'État bourgeois, à une plus grande concentration des moyens de domination et d'oppression entre les mains de l'oligarchie financière (...).»

(Rapport à l'assemblée d'information parisienne le 20/12/34)

L'étude de ces quelques exemples pris dans l'histoire du mouvement ouvrier montre que les nationalisations, et plus généralement les réformes de structure ne sauraient remettre en cause, bien au contraire, le capitalisme tant que l'État capitaliste demeure. Il y a, en fait, trois sortes de nationalisations, correspondant aux trois types fondamentaux d'État.

- Les nationalisations capitalistes, faites sous le contrôle de l'État bourgeois. Elles sont une forme particulière de la propriété capitaliste, permettent de renforcer le capitalisme monopoliste d'État, et donc de mieux parvenir à assurer sa survie. Bien loin de conduire au socialisme, elles permettent à la bourgeoisie monopoliste de mieux asseoir sa dictature sur le prolétariat ;

- Les nationalisations socialistes, faites sous le contrôle du nouvel État, l'État de dictature du prolétariat. Elles sont alors

De même que dans les luttes revendicatives ce mot d'ordre, est un levier pour entraîner les travailleurs à la défense du Programme commun.

Pour répondre à tous ceux qui s'interrogent et combattent ce mot d'ordre mystificateur des bourgeois que sont Marchais et Mitterrand, nous publions ici des extraits d'un article de Raoul Quentin, déjà paru dans la revue Proletariat No 9.



Les ouvriers de Renault Flins en 68 à l'avant-garde des luttes prolétariennes. Les nationalisations sont-elles une solution pour eux ?

faites au service des travailleurs, puisque l'État est entre leurs mains. Il s'agit alors réellement de l'expropriation des capitalistes par le prolétariat ;

- Les nationalisations des entreprises et capitaux impérialistes dans le tiers monde, faites sous le contrôle de l'État de démocratie nouvelle, «dictature conjointe de plusieurs classes anti-impérialistes». Elles contribuent directement à renforcer l'indépendance économique des pays, le front uni mondial contre les deux superpuissances et le camp de la révolution socialiste prolétarienne mondiale.

Il y a toujours eu lutte entre ces deux lignes, nationalisations capitalistes d'une part, nationalisations socialistes ou de «démocratie nouvelle» d'autre part, dans le mouvement ouvrier, entre la voie bourgeoise et la voie prolétarienne. Les agents de la bourgeoisie dans les rangs ouvriers ont toujours présenté comme solution miracle les «nationalisations».

LA POLITIQUE RÉVISIONNISTE

Rien d'étonnant à voir aujourd'hui ces traîtres à la classe ouvrière que sont Marchais et sa clique faire les louanges des entreprises nationalisées.

Nos révisionnistes sont très fiers : les entreprises nationalisées sont à la pointe du progrès économique et social dans le système capitaliste. Si les résultats économiques et techniques des entreprises nationalisées sont, en effet, indéniables, les révisionnistes se gardent bien de parler de l'exploitation des travailleurs, des moyens employés par les gains records de productivité. Les ouvriers de chez Renault ou les postiers, pour ne citer qu'eux, en savent quelque chose !

Et il n'y a pas de meilleur exemple que les entreprises dirigées par les révisionnistes eux-mêmes. Ainsi la CCAS (Caisse centrale d'activités sociales du personnel d'EDF-GDF) qui gère les cantines et toutes les «activités sociales» avec 1 p. 100 des recettes d'EDF et de GDF versé par les directions. Les révisionnistes y sont les maîtres et en sont très fiers : «C'est la première

entreprise de loisirs de France, avant le club Méditerranée !» Ils y exploitent féroce-ment les travailleurs : nombreux salaires tout juste au SMIC, heures supplémentaires non payées, interdiction de faire grève, tout ceci au nom de la «gestion ouvrière», «pour le bien des agents d'EDF-GDF». Pour faciliter les choses, ils encadrent les travailleurs par la CGT, les patrons (salaire supérieur à 1 million, voitures avec chauffeurs...) dirigeant aussi le syndicat, et font tout pour que ce soit un syndicat unique : mutations d'office de militants CFDT, carte CGT obligatoire à l'embauche pour les travailleurs des cantines, etc.

En fait les révisionnistes «oublient» de parler de l'exploitation capitaliste dans les entreprises nationalisées.

Les révisionnistes pourraient d'ailleurs relire leurs archives : «Contrairement à une légende fort répandue dans la petite-bourgeoisie, l'État est un capitaliste compétent, efficace : les travailleurs des services et industries d'État sont EXPLOITÉS AINSI DUREMENT QUE CEUX DES GRANDS MONOPOLES PRIVÉS : de 1947 à 1952, la productivité a augmenté de 50 p. 100 à l'EDF.» (Economie et politique No 5-6 de 1954)...

Les dirigeants du PCF veulent prouver le contraire. Dans leur traité «marxiste» d'économie politique, ils écrivent : «LE SECTEUR NATIONALISÉ CESSE D'ÊTRE PROPRIÉTÉ PRIVÉE, et si poussée que soit leur interpénétration avec l'État, LES MONOPOLES N'EN ONT PLUS L'USAGE DIRECT.»

D'une part les entreprises nationalisées ne seraient pas des monopoles capitalistes, puisqu'il n'y aurait pas de propriété privée. D'autre part, la bourgeoisie monopoliste n'en aurait plus l'usage direct. C'est toute la fausse conception du capitalisme monopoliste d'État du PCF qui est ici exposée.

Economie et politique, en 1954, précisait pourtant :

«Les entreprises nationalisées ne permettent pas seulement de passer des commandes aux trusts. SECTEURS DE CAPITALISME D'ÉTAT : ELLES SONT ELLES-MÊMES DES MONOPOLES.»...

A suivre.